PCF

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

Circonscription de Mulhouse-Campagne

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Électrices, Électeurs

Le 18 novembre, vous allez élire votre député à l'Assemblée Nationale. Déjà lors du référendum-plébiscite 36.000 électeurs du Haut-Rhin ont par leur NON condamné fermement la politique d'aventure du régime gaulliste.

Sans nul doute la condamnation de cette politique de misère et de guerre s'exprimera également par ceux qui, trompés par le vulgaire chantage de De Gaulle et de ses lieutenants inconditionnels de l'UNR, avaient voté **Oui**.

Donc le 18 novembre ce sera l'occasion d'exprimer votre opinion sur la politique du régime gaulliste.
En votant pour les candidats du Parti Communiste Français, qui ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel, et qui l'a toujours combattu, vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

Le bilan du gaullisme

- Réduction du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés;
- Depuis 1954, 7.000 emplois et 60 entreprises du textile du Haut-Rhin furent supprimés. Pour les années à venir, le pouvoir gaulliste prévoit la suppression de 9.000 emplois supplémentaires dans notre seul département.
- Dépréciation des allocations familiales et des retraites vieillesse par suite de la hausse du coût de la vie.
- Atteinte à la Sécurité sociale. Déjà pour les mineurs du Haut-Rhin, le pouvoir gaulliste décide de supprimer en décembre (après les élections) les avantages de la Sécurité sociale minière.
- Les paysans travailleurs condamnés en grand nombre à la disparition. Plus de 25.000 petits exploitants agricoles du Haut-Rhin vont être expropriés.
- Les artisans et les petits commerçants sont sacrifiés aux intérêts des monopoles. De 1958 à 1962 dans le Haut-Rhin, des centaines ont fait faillite.

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés, des complaisances complices en faveur d l'O.A.S., la laïcité foulée aux pieds.

En politique extérieure, le sort **de la France lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer** avec ses **généraux** nazis et ses appétits de revanche pour lesquels **déjà les Alsaciens ont dû laisser 40.000 de leurs fils pour** le «Grosseuropa». L'hostilité au désarmement, plusieurs milliers de milliards consacrés à une force de frappe aussi vaine que coûteuse.

Contre le retour au passé

La IVe République a connu l'instabilité gouvernementale. Pourquoi?

- Ses gouvernants tournaient le dos aux aspirations populaires, à la paix, au progrès social.
- Des partis se réclamant de la démocratie pratiquaient l'alliance avec la réaction.
- Les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Il ne saurait être question de revenir à ces pratiques périmées.

Tournés résolument vers l'avenir

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti, c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques.

Dans cet esprit, le Parti Communiste Français vous propose une programme qui prévoit:

Dans le domaine politique

- l'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision, la révocabilité des députés par les électeurs s'ils ne tiennent leurs engagements.

Dans le domaine économique et social

- Nationalisation des monopoles capitalistes, comme la S.A.C.M., GILLET-THAON (Schaeffer), D.M.C., RHONE-POULENC etc., participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises ;
- Démocratisation des entreprises nationalisées à la libération, comme les Mines Domaniales de Potasse du Haut-Rhin, l'E.d.F., la S.N.C.F., etc.
- Augmentation générale des salaires, traitements et retraites ;
- Construction d'H.L.M. avec des loyers abordables. Pour le Haut-Rhin plus de 40.000 logements H.L.M. sont immédiatement nécessaires ;
- Aide aux exploitations familiales agricoles, au lieu de les exproprier, et soutien de la coopération agricole ;
- Réforme démocratique de l'enseignement. Pour le Haut-Rhin et les départements de l'Est, il faut créer immédiatement 1.000 nouvelles classes maternelles et primaires, 20 nouveaux lycées, 2.000 nouveaux emplois d'instituteurs titulaires, des centaines d'emplois de professeurs, quadrupler le nombre de maîtres formés par les écoles normales, multiplier les bourses d'études et développer les œuvres sociales, cantines, foyers, internats, moyens de transport.

En politique extérieure

- Politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général, qui permettra de mettre des centaines de milliards de francs à la disposition des œuvres de vie
- Opposition aux entreprises du militarisme allemand ;
- Coopération économique et culturelle avec tous les pays, qui permettra d'enrayer la crise dans le textile et d'autres branches dans notre département et développer le commerce dans tous les secteurs.

Ce programme qui permettra d'aller de l'avant, nous vous le soumettons. Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique substitué au régime de pouvoir personnel agissant pour le compte des monopoles capitalistes.

Pour manifester votre volonté d'aller dans cette voie, votez pour les candidats communistes, qui ne vous ont jamais trompé, qui sont des travailleurs comme vous et en conséquence peuvent le mieux défendre vos légitimes revendications.

VOTEZ DANS L'UNION POUR :



Eugène HAFFNER

Mineur - Ancien Conseiller Municipal de Wittenheim
Membre du Bureau Fédéral du Haut-Rhin du P.C.F.

Remplaçant éventuel

Paul HAUSER

Ouvrier métallo - Ancien Officier de la Résistance
Ancien Conseiller Municipal de St.-Louis

Les électeurs ne doivent rayer aucun nom sous peine de voir le bulletin annulé.

VU LES CANDIDATS.

ICAL - STRASBOURG

PCF

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

Circonscription de Mulhouse-Campagne

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Wähler, Wählerinnen

Am 18. November werdet ihr zur Wahl eueres Abgeordneten zur Nationalversammlung schreiten. Schon während des Referendums haben 36.000 Wähler des Haut-Rhin durch ihr kräftiges NEIN die Abenteuerpolitik des gaullistischen Regimes verurteilt.

Ohne irgendwelchen Zweifel wird die Verurteilung dieser Elends- und Kriegspolitik ebenfalls durch diejenigen, welche, getäuscht durch die Erpressungen de Gaulles und seiner bedingungslosen Statthalter der UNR mit «Ja» gestimmt haben, erfolgen.

Also wird der 18. November die Gelegenheit bieten euere Meinung über die Politik des gaullistischen Regimes zum Ausdruck zu bringen.

Indem ihr für die Kandidaten der Französischen Kommunistischen Partei stimmt, welche keinerlei Verantwortung für den Regierungsantritt der persönlichen Macht trägt, die sie stets bekämpft hat, werdet ihr euern Willen einer vollständigen Aenderung der Politik kundtun.

Die gaullistische Bilanz

- Verminderung der Kaufkraft der Gesamtheit der Lohnempfänger.
  Seit 1954 wurden 7.000 Arbeitsplätze und 60 Betriebe der Textilbranche des Haut-Rhin abgeschafft. Für die kommenden Jahre sieht die gaullistische Macht die Aufhebung von 9.000 zusätzlichen Arbeitsstellen allein in unserem Departement vor.
- Entwertung der Familienzulagen und der Altersrenten infolge Erhöhung der Lebenshaltungskosten.
  Eingriff in die Sécurité sociale. Für die Bergleute des Haut-Rhin beschliesst die gaullistische Macht im Dezember (also nach den Wahlen) die Vorteile der Sécurité sociale minière (Bergwerkskrankenkasse) abzuschaffen.
- Die schaffende Bauernschaft in grosser Anzahl zum Verschwinden verurteilt.
  Mehr als 25.000 Besitzer von landwirtschaftlichen Kleinbetrieben des Haut-Rhin werden enteignet.
- Die Handwerker und kleinen Kaufleute den Interessen der Monopole geopfert.
  Von 1958 bis 1962 haben Hunderte im Haut-Rhin Bankrott gemacht.

Zu dieser Bilanz kommen noch schwere Eingriffe auf die Freiheiten, mitschuldige Nachgiebigkeit zu Gunsten der OAS, die mit Füssen getretene Laizität hinzu.

Aussenpolitisch ist das Geschick Frankreichs an dasjenige Adenauerdeutschlands mit seinen Nazigeneralen und seinen Revanchegelüsten, für welche die Elsässer bereits 40.000 ihrer Söhne für «Grosseuropa» opfern mussten, der Feindschaft gegenüber der Abrüstung gebunden, mehrere tausende Milliarden werden einer ebenso nichtigen, wie kostspieligen Atomschlagkraft geopfert.

Gegen die Rückkehr zur Vergangenheit

Die IV. Republik kannte die Unstetigkeit der Regierung. Warum?

- Ihre Regierungen drehten den Volksbestrebungen, dem Frieden, dem sozialen Fortschritt den Rücken.
- Parteien, die sich demokratisch nannten, verbündeten sich mit der Reaktion.
- Die Kommunisten waren seit 1947 aus allen Regierungen ferngehalten.

Es kann sich nicht mehr um die Frage handeln zu den überholten politischen Verfahren zurückzukehren.

Entschlossen der Zukunft zugewandt:

Die Wiederaufrichtung Frankreichs ist nicht die Aufgabe eines einzigen Mannes, noch einer einzigen Partei, sie ist die Aufgabe aller nationalen und demokratischen Energien.
In diesem Geiste bringt euch die Französische Kommunistische Partei ein Programm in Vorschlag, welches vorsieht:

Auf politischem Gebiet

- die Wahl im proportionnellen Verhältnis einer verfassunggebenden Versammlung, mit dem Auftrag zur Aufstellung einer Verfassung, die insbesondere sicherstellt: die Souveränität des Volkes, die Einführung der Laizität in Schule und Staat, die freie Tätigkeit der demokratischen Parteien, sowie die Achtung der gewerkschaftlichen Freiheiten, die demokratische Kontrolle von Rundfunk und Fernsehen, die Absetzbarkeit der ihre Verpflichtungen nicht einhaltenden Abgeordneten durch ihre Wähler.

Auf wirtschaftlichem und sozialem Gebiet

- Nationalisierung der kapitalistischen Monopole, wie der SACM, Gillet-Thaon (Schaeffer), DMC, Rhône-Poulenc, usw.
  Beteiligung der Gewerkschaften an der Leitung und Verwaltung dieser Unternehmen.
- Demokratisierung der bei der Befreiung nationalisierten Betriebe, wie der staatlichen Kaligruben des Haut-Rhin, der EdF, der SNCF, usw.
- Allgemeine Erhöhung der Löhne, Gehälter und Pensionen.
- Massenbau von HLM-Wohnungen mit annehmbaren Mieten. Für den Haut-Rhin sind mehr als 40.000 HLM-Wohnungen unverzüglich erforderlich.
- Hilfe für die landwirtschaftlichen Familienbetriebe, statt sie zu enteignen, und Unterstützung der landwirtschaftlichen Zusammenarbeit.
- Demokratische Umbildung des Unterrichtswesens. Für den Haut-Rhin und die Ostdepartements müssen sofort 1.000 neue Klassen der Kleinkinder- und Volksschulen, 20 neue Lyzeen, 2.000 neue Stellen für angestellte Lehrer, Hunderte von Stellen für Professoren geschaffen werden. Die Zahl von aus den Lehrerbildungsanstalten hervorgegangenen Lehrern muss vervierfacht werden, die Studienbeihilfen sind zu vervielfachen und die sozialen Werke, Kantine, Heime, Internate und Transportmittel zu entwickeln.

In der Aussenpolitik

- Politik friedlicher Koexistenz mit dem Ziel allgemeiner Abrüstung, was erlauben würde Hunderte von Milliarden zur Verfügung von lebenswichtigen Werken zu stellen.
- Widerstand gegen die Unternehmen des deutschen Militarismus.
- Wirtschaftliche und kulturelle Zusammenarbeit mit allen Ländern, was gestatten würde die Krise im Textil und anderen Branchen in unserem Departement zu stoppen und den Handel auf allen Gebieten zu entwickeln.

Dieses Programm, welches ein Vorwärtsschreiten erlauben wird, unterbreiten wir euch. Seine Anwendung wird von der Errichtung einer Regierung demokratischer Einigkeit abhängen, welche an die Stelle des Regimes persönlicher Macht tritt, das für Rechnung der kapitalistischen Monopole handelt.

Um eueren Willen zu bekunden auf diesem Wege voranzuschreiten, stimmt für die kommunistischen Kandidaten, die euch niemals betrogen haben, welche Arbeiter sind, wie ihr und infolgedessen am besten euere rechtmässigen Forderungen verteidigen können.

Stimmt in der Einheit für:



Eugène HAFFNER

Mineur - Ancien Conseiller Municipal de Wittenheim
Membre du Bureau Fédéral du Haut-Rhin du P.C.F.

Remplaçant éventuel

Paul HAUSER

Ouvrier métallo - Ancien Officier de la Résistance
Ancien Conseiller Municipal de St-Louis

Die Wähler dürfen keinen Namen streichen, da der Stimmzettel sonst für ungültig erklärt wird.